

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

22 AOÛT 2003

Proposition de loi modifiant la législation sur les pensions en ce qui concerne le cumul d'une pension de survie avec les revenus résultant de la poursuite d'une activité professionnelle

(Déposée par Mme Sabine de Bethune)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 17 décembre 2002 (doc. Sénat, n° 2-1399/1 — 2002/2003).

1. Introduction

Elle modifie la législation sur les activités professionnelles autorisées des veuves ou des veufs qui peuvent prétendre à une pension de survie. Cette législation date d'une période où le modèle courant était celui du soutien de famille; elle doit être adaptée aux types de carrières plus actuels. En effet, à l'heure actuelle, le modèle du ménage à double revenu est prédominant. Après un décès, le partenaire survivant se trouve souvent confronté à des dilemmes en raison des conséquences imprévues pour ce qui est de la situation financière, de la situation de travail et de l'avenir des enfants éventuels.

En juin 2002, les femmes ACW de Flandre occidentale ont lancé une pétition afin de mettre en lumière cette problématique concrète à laquelle bon nombre de veuves et de veufs sont confrontés. Elles demandaient de tenir compte à tout le moins, lors du calcul de la pension de survie, d'une limitation des revenus

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2003

22 AUGUSTUS 2003

Wetsvoorstel tot wijziging van de pensioenwetgeving, wat betreft de cumulatie van een overlevingspensioen met de inkomsten uit een voortgezette beroepsactiviteit

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 17 december 2002 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 2-1399/1 — 2002/2003).

1. Inleiding

Het wijzigt de wetgeving over de toegelaten beroepsactiviteiten van weduwen of weduwnaars die in aanmerking komen voor een overlevingspensioen. Die wetgeving dateert uit een periode waarin het kostwinnersmodel gangbaar was en moet worden aangepast aan meer hedendaagse loopbaanprofielen. Vandaag domineert immers het tweeverdienersmodel. Na een overlijden komt de overlevende partner vaak voor dilemma's te staan wegens de onvoorziene gevolgen voor de financiële en de arbeidssituatie én voor de toekomst van eventuele kinderen.

In juni 2002 lanceerden de West-Vlaamse ACW-vrouwen een petitieactie om die concrete problematiek van vele weduwen en weduwnaars in het daglicht te stellen. Zij pleitten ervoor bij de berekening van het overlevingspensioen ten minste een begrenzing van het totaalinkomen in acht te nemen in plaats van een

globaux et non pas d'une limitation du travail professionnel autorisé, pour éviter le risque, pour les bénéficiaires, de perdre complètement, à court terme, leur pension de survie. De pareilles exigences doivent se traduire sur le plan politique. Dans la présente proposition de loi, nous plaidons pour la suppression de la limitation du travail professionnel autorisé, tant pour les travailleurs que pour les indépendants.

2. La situation actuelle

Si, au moment du décès d'un des conjoints, l'époux survivant est marié depuis au moins un an et est âgé de 45 ans au moins ou a des enfants à charge, il peut bénéficier d'une pension de survie. Le montant de la pension est calculé sur la base des prestations de travail (ancienneté et salaire) du partenaire défunt, c'est-à-dire sur la base de droits acquis.

En vertu de l'article 25 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et de l'article 30*bis* de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, la veuve ou le veuf bénéficiaire ne peut exercer qu'une activité professionnelle restreinte, à peine de déchéance de la pension de survie.

3. Problématique

Les règles susvisées datent d'une période où la plupart des ménages comptaient un unique soutien de famille et où, en règle générale, les femmes mariées ne travaillaient pas à l'extérieur. Toutefois, dans la société actuelle, les ménages à double revenu sont la règle: l'homme et la femme ont chacun une activité professionnelle et tendent vers une répartition équilibrée des tâches domestiques. Pour des raisons diverses, les ménages n'ayant qu'un soutien de famille constituent à l'heure actuelle une minorité. En fait, les ménages fortunés sont les seuls à pouvoir opter pour un statut de femme au foyer. Pour pouvoir s'offrir à eux-mêmes et à leurs enfants des possibilités de développement optimales, l'immense majorité des époux et des épouses sont contraints d'exercer une activité professionnelle. Bien des couples qui travaillent à deux ne sont pas prêts à abandonner sans plus ce mode de vie.

Concrètement, la législation hypothèque lourdement le développement et l'avenir du partenaire survivant et, surtout, les perspectives d'avenir des enfants éventuels du ménage. Alors que l'un et l'autre des parents tiraient un revenu d'un travail avant le décès, après celui-ci, le revenu de l'ayant droit du défunt, en l'espèce la pension de survie, et celui du survivant, en l'espèce le salaire, sont limités. La disparition d'un des parents, avec toutes ses conséquences psychologi-

begrenzing van de toegelaten beroepsarbeid. Zo vermijdt men dat gerechtigden hun overlevingspensioen op korte termijn volledig kunnen verliezen. Dergelijke eisen vragen een politieke vertaling. In dit wetsvoorstel pleiten we voor de opheffing van de begrenzing van de toegelaten beroepsarbeid, zowel voor werknemers als voor zelfstandigen.

2. De huidige situatie

Indien de langstlevende echtgenoot, op het ogenblik van het overlijden van de partner, ten minste één jaar gehuwd was en minstens 45 jaar oud is of kinderen ten laste heeft, kan hij of zij een overlevingspensioen genieten. Het pensioenbedrag wordt berekend op basis van de arbeidsprestaties (anciënniteit en loon) van de overleden partner, dus op grond van opgebouwde rechten.

Krachtens artikel 25 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en artikel 30*bis* van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen kan de gerechtigde weduwe of weduwnaar slechts een beperkte beroepsactiviteit uitoefenen op straffe van verval van het overlevingspensioen.

3. Problematiek

De regelgeving dateert uit een periode waarin de meeste gezinnen één kostwinner telden en gehuwde vrouwen meestal niet buitenshuis werkten. In de huidige samenleving zijn echter tweeverdieners de regel: man en vrouw hebben elk een eigen beroepsactiviteit en streven naar evenwichtige verdeling van de zorgtaken. Om diverse redenen vormen kostwinnersgezinnen vandaag een minderheid. Enkel kapitaalkrachtigen kunnen in feite kiezen voor de status van thuiswerkende vrouw. Om zichzelf en hun kinderen optimale ontplooiingskansen te kunnen bieden, is de overgrote meerderheid van de gehuwde koppels genoodzaakt beiden een beroepsactiviteit uit te oefenen. Voor velen is dat ook een levenswijze die ze niet zomaar opgeven.

De wetgeving legt concreet een zware hypotheek op de ontwikkeling en de toekomst van de overlevende partner en vooral op de toekomstkansen van eventuele kinderen in het gezin. Terwijl vóór het overlijden beide ouders inkomsten uit arbeid hadden, wordt zowel het inkomen van de overledene, *in casu* het overlevingspensioen, als dat van de overlevende, *in casu* het loon, beperkt. Het wegvallen van een ouder, met alle gevolgen vanden op psychologisch,

ques, sociales et matérielles, est déjà en soi fort pénible pour tous les membres du ménage. Si la charge s'en trouve alourdie, la situation devient pour ainsi dire insupportable. Le fait que l'époux survivant soit sanctionné pour le décès de son conjoint est l'élément le plus pénible. À la perte de son conjoint et à l'impossibilité d'encore partager à deux la responsabilité du ménage s'ajoute, pour l'époux survivant, la nécessité de s'imposer des restrictions financières.

Pour les enfants, cette situation peut avoir des conséquences concrètes sur le plan des études et, partant, en ce qui concerne leurs perspectives de travail. Elle obligera dans bien des cas l'époux survivant à sacrifier sa carrière professionnelle pour pouvoir conserver le droit à la pension de survie. Il doit constamment surveiller ses revenus et il est souvent tenaillé par une crainte non négligeable de dépasser le montant autorisé. Une modification dans la situation familiale, une allocation spéciale de l'employeur, une petite augmentation salariale, ... tout cela peut avoir d'énormes conséquences en ce qui concerne la pension de survie. Un autre problème concret se présente en cas de modification de la situation personnelle. Celui qui bénéficie d'une pension de retraite et qui travaille à temps partiel perd le droit à une allocation en cas de maladie ou de chômage (technique).

Si l'on accepte que les retraités puissent cumuler de manière illimitée le bénéfice du statut de retraité et de l'allocation qui en résulte, avec celui des revenus d'un travail, il faut accepter à fortiori un tel cumul de la part de ceux qui ont subi la perte de leur conjoint.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

À l'article 25 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, remplacé par la loi du 27 juillet 1971 et modifié par la loi du 10 février 1981 et par l'arrêté royal du 23 décembre 1996, l'alinéa suivant est inséré avant le premier alinéa:

«Pour l'application des règles en matière de cumul en ce qui concerne le calcul de la pension de survie, les

socialement et matériellement, is reeds zeer belastend voor alle gezinsleden. Indien de financiële druk dan ook nog verhoogt, wordt de last bijna onoverkomelijk. Het meest schrijnende is dat de overlevende gestraft wordt voor het overlijden van de partner. Naast het verlies van de partner en de niet langer gedeelde verantwoordelijkheid voor het gezin, is er de noodzaak om zich financieel in te perken.

Voor de kinderen kan dit concrete gevolgen hebben voor hun studiemogelijkheden en daardoor ook hun latere tewerkstelling. Voor de overlevende partner zelf betekent het in vele gevallen dat de uitbouw van de beroepsloopbaan moet worden opgeofferd om het recht op het overlevingspensioen niet te verliezen. Het inkomen moet voortdurend in het oog gehouden worden en de angst om boven het toegelaten bedrag te komen is vaak groot. Een wijziging in de gezinssituatie, een extra toelage van de werkgever, een kleine loonsverhoging, ... het kan verregaande gevolgen hebben voor het overlevingspensioen. Een ander concreet probleem doet zich voor bij een wijziging in de persoonlijke situatie. Wie een overlevingspensioen geniet en deeltijd bijwerkt, verliest het recht op een uitkering in geval van ziekte of (technische) werkloosheid.

Wanneer aanvaard wordt dat gepensioneerden het statuut van pensioengerechtigde met de daaruit voortvloeiende vergoeding onbeperkt kunnen cumuleren met inkomsten uit arbeid, dan moet dat zeker gelden voor diegenen die getroffen zijn door het verlies van een partner.

Sabine de BETHUNE.

*
* *

WETSVORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 25 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, vervangen bij de wet van 27 juli 1971 en gewijzigd bij de wet van 10 februari 1981 en het koninklijk besluit van 23 december 1996, wordt vóór het eerste lid het volgende lid toegevoegd:

«Voor de toepassing van de cumulatierregels inzake het overlevingspensioen worden de inkomsten die de

revenus que le bénéficiaire tire de la poursuite d'une activité professionnelle ne sont pas pris en considération.»

Art. 3

L'article 30*bis* de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, inséré par l'arrêté royal du 26 mars 1981 et modifié par la loi du 7 avril 1995 et par l'arrêté royal du 30 janvier 1997, est complété par l'alinéa suivant:

«Pour l'application des règles en matière de cumul en ce qui concerne le calcul de la pension de survie, les revenus que le bénéficiaire tire de la poursuite d'une activité professionnelle ne sont pas pris en considération.»

21 juillet 2003.

gerechtigde verwerft uit een voortgezette beroepsactiviteit niet in aanmerking genomen.»

Art. 3

Artikel 30*bis* van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 maart 1981 en gewijzigd bij de wet van 7 april 1995 en het koninklijk besluit van 30 januari 1997, wordt aangevuld met het volgende lid:

«Voor de toepassing van de cumulatierregels inzake het overlevingspensioen worden de inkomsten die de gerechtigde verwerft uit een voortgezette beroepsactiviteit niet in aanmerking genomen.»

21 juli 2003.

Sabine de BETHUNE.